Geoffroy Roux de Bézieux sur France Inter : « Il faudra reposer la question du contrat de travail »

Publié le 14 février 2019

Alors que les partenaires sociaux se retrouvent aujourd'hui pour une nouvelle séance de négociations sur le régime d'assurance-chômage, Geoffroy Roux de Bézieux a évoqué ce matin sur France Inter la question du bonus-malus sur les contrats courts.

« *Le bonus-malus est une très mauvaise solution à un problème que l'on ne nie pas. Le problème, c'est quoi ? C'est que l'économie partout dans le monde, et pas seulement en France, pousse à des contrats courts parce que le client, le consommateur a des habitudes qui changent (…) et donc dans plein de secteurs, on voit un raccourcissement des contrats* ». Quant à l'augmentation du nombre de CDD, qui est dû à la spécificité de notre marché du travail qui « *est totalement binaire* » avec un CDI très protecteur et un CDD qui ne l'est pas du tout, a analysé le président du Medef. « *Et lorsque l'on aura terminé cette négociation, il faudra reposer la question du contrat de travail* », a-t-il affirmé.

Interrogé sur l'une des revendications des Gilets Jaunes, à savoir une hausse des salaires, le président du Medef a rappelé que si l'on regarde les statistiques de l'Insee, l'on voit que « *les salaires ont augmenté depuis dix ans (…) Mais la réalité, c'est que ce pouvoir d'achat supplémentaire payé par les entreprises a été mangé par les impôts* ». « *Les dividendes sont stables, la part des salaires est stable, et c'est la part de l'Etat -Etat et collectivités locales- qui augmente* », a-t-il expliqué. Et donc, « *les entreprises ont le même problème que les Français : c'est un ras-le-bol fiscal* », a indiqué Geoffroy Roux de Bézieux. Autre revendication des Gilets jaunes : davantage de justice fiscale. Entre le rétablissement de l'ISF, la création d'une nouvelle tranche d'impôts supplémentaires pour les plus riches ou la suppression de certaines niches fiscales, que choisit-il ? « *Un choix absurde* », juge le président du Medef qui « *refuse ces trois propositions* » « *Vous proposez le choix entre trois augmentations d'impôts dans un pays qui est à 48 % de prélèvements obligatoires. On est le champion du monde des impôts. Cette révolte, à l'origine, est une révolte fiscale. Les gens en ont ras-le-bol de payer des impôts, les entreprises en ont ras-le-bol de payer des impôts* » a insisté Geoffroy Roux de Bézieux qui avance une quatrième proposition : « *baisser les impôts (…) On est arrivé au moment où plus on augmente les impôts, moins il y a de recettes fiscales. C'est ça la réalité. A 48 %, on ne peut plus payer d'impôts (…) Donc, baissons les impôts et arrêtons d'inventer des impôts tous les trois jours* ».